

## Du huis clos à l'ingérence

C'est donc aux Russes qu'est échu, cette fois-ci, le privilège de nous défendre contre "des tentatives en cours pour déstabiliser la situation dans ce pays (l'Algérie)".

Le propos de Lavrov insinue, en effet, que des puissances tierces essaient de perturber l'équilibre politique qui régit le pays. Et, comme dans le style de nos dirigeants, lui-même hérité de l'école soviétique, il s'abstient de les nommer. En même temps, on se demande si ce n'est pas notre armée que notre marchand d'armes veut mettre en garde contre quelque intervention dans la crise !

On le voit depuis le début de la révolution en cours, ni le régime ni ses puissances protectrices n'arrivent à intégrer le fait que c'est le peuple qui a pris la résolution de changer pas seulement de pouvoir, mais la manière même dont sera désormais exercé le pouvoir.

C'est pour cela que ni la Russie, à travers les déclarations de son ministre des Affaires étrangères, ni la France, à travers les prises de position de Macron et Le Drian, n'abordent la situation pour ce qu'elle est : un fait révolutionnaire. Le pouvoir doit changer radicalement parce que les Algériens ont changé radicalement ! Ces deux puissants partenaires, et d'autres comme les États-Unis et le Canada d'ailleurs, font montre d'une inaptitude à saisir la réalité et le sens de l'événement. Ils continuent à vouloir encenser l'ampleur et le pacifisme du mouvement tout en le renvoyant à la feuille de route de Bouteflika.

Aujourd'hui, c'est au tour des Russes de s'y coller ; mais le

12 mars dernier, ce fut à Macron de venir "saluer la décision du président Bouteflika qui ouvre une nouvelle page dans le développement de la démocratie algérienne", avec une rapidité de réaction qui autorise à penser que l'intervention lui fut sollicitée.

En définitive, c'est à une espèce de cession de souveraineté que nous sommes en train d'assister. En proclamant, en lieu et place de Lamamra, qu'"il est particulièrement important que tous les autres pays respectent de façon sacrée les dispositions de l'ONU et s'abstiennent de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie", Lavrov nous décline vers un statut de protectorat. Dans ce cas, comme dans l'appel à soutien — au régime — visiblement fait à la France, c'est le pouvoir qui marchandise la souveraineté nationale contre le secours porté à son règne.

De par sa culture politique, le président Bouteflika a toujours privilégié la considération de ses pairs à la bénédiction de son peuple, bénédiction dont il n'a que faire, puisque c'est le régime qui décide de son propre niveau de popularité ! Et puis le concert des thuriféraires est tellement amplifié par les moyens publics que personne ne peut entendre les gémissements d'un peuple opprimé. Cette culture, où l'image du souverain prime sur la réalité du pays, a fait que, durant vingt ans, le pouvoir a astiqué la vitrine et laissé se détériorer la boutique et l'arrière-boutique. Le sacro-saint principe de non-ingérence achève de lui permettre de sévir à huis clos.

Aujourd'hui que, grâce à Internet notamment, ce n'est plus possible, c'est notre pouvoir qui invite à cette espèce d'immixtion sur la base d'on ne sait quelle solidarité d'intérêt avec ses régimes "amis".

**M. H.**